



Outre un impact direct lié à la dissémination des déchets en plastique dans l'environnement, la dégradation de ce matériau libère des composants chimiques dont on mesure encore mal les effets sur les écosystèmes et potentiellement la santé humaine.

NHPA/AVALON/RED/MAXPPP

complète Pierre Coheur. "Quand on réalise une évaluation des risques, on se focalise le plus souvent sur la substance individuelle. Or il est clair que l'exposition humaine ne se limite pas à une substance mais à une série de substances qui chacune ont un impact particulier qui pourrait se combiner. Cela représente potentiellement un risque accru pour notre santé ou celle des écosystèmes, mais cet effet synergique est difficile à quantifier. Où vont se retrouver ces substances? Y sera-t-on exposé et de quelle manière? Se retrouvent-elles dans l'eau, dans l'air? Vont-elles se modifier? Les sciences de l'environnement travaillent aujourd'hui beaucoup sur ces questions."

Réglementer à l'échelle internationale

Pour les auteurs de l'étude, une intervention urgente s'impose. Ceux-ci préconisent d'agir en amont afin de développer des produits chimiques plus facilement recyclables ou dégradables, mais aussi en adoptant le modèle de l'économie circulaire qui limite le gaspillage des matériaux et facilite leur réutilisation.

Ils défendent également l'idée de mettre en place des plafonds pour la production et l'utilisation de toutes ces substances, à la manière de ce qui existe pour les émissions de CO₂, ainsi que la nécessité de prendre cet enjeu à bras-le-corps dans un cadre international.

Des suggestions que partage le

P^r Coheur. "Le secteur chimique européen travaille clairement dans cette optique car il est clair qu'une industrie qui ne fournit pas des produits conçus dans une optique responsable et durable rencontrera des difficultés dans son business. On va peu à peu vers des produits fabriqués avec moins de substances au départ, plus facilement recyclables pour limiter les relargages et pour favoriser des produits moins persistants dans l'environnement. Il ne faut pas croire que l'on va tous mourir dans cinquante ans, la situation n'est pas irréversible. Mais pour cela, il faut renforcer l'innovation et améliorer l'encadrement de la mise sur le marché des substances à un niveau international. L'Europe est en première ligne, mais il n'y a pas les mêmes réglementations dans les pays émergents. Avec le trou dans la couche d'ozone, par exemple, on a vu que l'on pouvait mettre en place des mesures qui permettent petit à petit de rétablir la situation."

Mais si ces efforts sont absolument nécessaires, insiste-t-il, ils ne doivent pas occulter le fait que la production de ces substances chimiques a une raison d'être: "Sans ces produits, on aurait d'autres problèmes. Ils contribuent à augmenter notre confort de vie et à assurer une production alimentaire pour sept milliards de personnes. Mais cela a des impacts sur le système terrestre, il faut donc trouver le juste équilibre."

Gilles Toussaint

Le Covid a sérieusement impacté Action Damien

Santé Le nombre de diagnostics de la lèpre et de la tuberculose a chuté.

S'il est encore un peu trop tôt pour dresser le bilan de l'année 2021 d'Action Damien, les chiffres de 2020 démontrant l'impact de la crise sanitaire sur les malades de la lèpre et de la tuberculose sont éloquentes: le nombre de diagnostics de lèpre réalisés par Action Damien en 2020 a diminué d'un tiers par rapport aux années précédentes. Quant aux cas de tuberculose, au niveau mondial, ils ont chuté de 25 %, d'après les chiffres de l'Organisation mondiale de la santé, alors que les travailleurs humanitaires d'Action Damien ont, eux, observé un recul de 6 % pour les infections tuberculeuses. Ce n'est pas qu'il y a moins de malades, mais de moins en moins de patients ont emprunté le chemin des centres médicaux.

Selon le continent

"Nous sommes présents dans 14 pays dans le monde, nous dit Ludo Van den Kerckhove, CEO d'Action Damien jusqu'en mars prochain, après quarante ans de contribution à cette organisation. Selon qu'il s'agisse de l'Asie, de l'Afrique ou de l'Amérique du Sud, les difficultés rencontrées sont très différentes. Sur le continent africain, par exemple, certains gouvernements n'ont fait aucun blocage, ce qui nous a permis de poursuivre les traitements à peu près normalement, contrairement aux pays qui ont imposé un lockdown. En Asie, on sait que les gouvernements sont très stricts. Ainsi, en Inde, les transports ont été mis à l'arrêt, ce qui a créé des problèmes énormes pour la population. Et donc, dans ce pays, on se situe bien au-delà de la moyenne de 30 % de diagnostics de la lèpre en moins. Cela va entraîner des effets catastrophiques car toute interruption de traitement antibiotique signifie la porte ouverte aux bactéries, qui profitent de l'opportunité pour se renforcer et rendre les traitements inopérants par la suite. Pour les patients, c'est vraiment dramatique."

Indéniablement, la crise sanitaire que l'on traverse aura des répercussions démultipliées et à plus long terme pour les malades pris en charge par l'organisation, comme nous le confirme Ludo Van den Kerckhove. "Cela signifie qu'il faut recommencer les dépistages. Pour les pa-

tients existants, il faudra des traitements plus chers car plus élaborés pour qu'ils soient efficaces. Quant aux patients non détectés pendant ces périodes, ils seront dépistés puis traités à un stade beaucoup plus avancé de la maladie. L'effet sera donc triplement dramatique pour le patient."

Dans notre pays aussi

En Belgique aussi, le Covid a impacté Action Damien. L'an dernier, alors que la vaccination ne faisait que commencer, la campagne annuelle de récolte de fonds n'a pas pu avoir lieu. D'où une perte de 900 000 €, soit environ deux tiers des recettes annuelles de l'organisation. "Le bon côté des choses est que cela nous a poussés à être créatifs, nous dit encore le CEO. Nous avons développé des présentoirs pour vendre les pochettes de marqueurs en magasins. Cela dit, cette année, nos volontaires sont vaccinés et ils nous ont promis de revenir dans la rue dès ce vendredi pour vendre nos marqueurs. Cela donne de l'espoir..."

À l'occasion de la Journée mondiale contre la lèpre célébrée ce 30 janvier, Action Damien lance un appel on ne peut plus explicite via sa campagne de sensibilisation:

Pour les patients atteints de lèpre ou de tuberculose, l'arrêt du traitement va avoir des conséquences dramatiques.

"Persévérer et ne surtout pas abandonner! Aujourd'hui plus que jamais, l'organisation continue d'utiliser ses centres médicaux pour dépister et traiter les personnes atteintes de la lèpre et de la tuberculose."

Quant à ne pas confondre la toux de la tuberculose avec celle du Covid, "dans de nombreux pays, nous disposons d'une machine qui détermine, à l'aide d'un crachat, le type de tuberculose dont souffre le patient. Cet équipement est maintenant aussi utilisé pour détecter le coronavirus. Notre personnel médical ambulancier sait que si une personne est testée négative au coronavirus, et qu'elle continue à tousser, il faut alors approfondir le diagnostic car il peut s'agir de la tuberculose", explique Tine Demeulenaere, conseillère médicale chez AD.

Chaque année, 210 000 nouveaux patients se voient diagnostiquer la lèpre et 10 millions de personnes contractent la tuberculose, dont 7 millions sont activement traités. Environ un million et demi de personnes meurent chaque année des conséquences de cette maladie pulmonaire qui reste présente en Belgique, notamment parmi les demandeurs d'asile, les sans-abri et les personnes défavorisées.

Laurence Dardenne